



ACADÉMIE DES SCIENCES MORALES ET POLITIQUES

LETTRE D'INFORMATION – Mardi 12 février 2008

Agenda

Lundi 18 février

-15h : **Gilbert GUILLAUME**, membre de l'Académie : « *Notice sur la vie et les travaux de Jean-Marc Varaut* ».
-Comité secret.

Lundi 3 mars

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.
-12h30 : déjeuner des Académiciens.
-15h : Élection au fauteuil de **Pierre George**.

-**Hélène PIQUET**, professeure au Dép. des sciences juridiques de la Fac. de science politique et de droit de l'Univ. du Québec à Montréal : « *Justice arctique et justice canadienne au miroir de l'art inuit* ».

Lundi 10 mars

-15h : **René SÈVE**, directeur général du Centre d'analyse stratégique : « *Le droit dans la convergence des sciences de la nature et des sciences sociales* ».

Lundi 17 mars

-15h : **Bernard BOURGEOIS**, membre de l'Académie : « *Hegel et le droit* ».

Lundi 31 mars

-15h : **Pol BOUCHER**, docteur en philosophie : « *L'union de la casuistique et de la codification par la rationalisation du droit chez Leibniz* ».
-Comité secret.

Lundi 7 avril

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.
-12h30 : déjeuner des Académiciens.
-15h : **Raymond VERDIER**, anthropologue : « *Le droit et l'anthropologie* ».

Lundi 14 avril

-15h : **Dominique FENOUILLET**, professeur à l'université Paris-II : « *Le droit et la conscience* ».

Lundi 28 avril

-15h : **Marie-France GARAUD**, président de l'Institut international de géopolitique : « *Le droit du politique* ».

Lundi 5 mai

-11h30 : Réunion de la section Économie politique, statistique et finances, salle 3.
-12h30 : déjeuner des Académiciens.
-15h : **Nicolas MOLFESSIS**, professeur à l'université Paris-II : « *La perception commune du droit* ».

Lundi 19 mai

-15h : **Jean-Paul CHARNAY**, directeur de recherche au CNRS : « *Le droit et l'islam* ».

Séance du lundi 11 février

Après approbation du procès-verbal de la séance du 4 février, M. le Président **François Terré** a fait procéder aux dépôts d'ouvrage.

M. **Jean-Claude Casanova** a présenté à ses confrères l'ouvrage de son confrère **Pierre Bauchet** *Régulation et mondialisation – Le modèle américain revu par l'Europe* (Paris, L'Harmattan, 2007, 138 pages) ; l'ouvrage d'Yvan Blot *Herbert Spencer – Un évolutionniste contre l'étatisme* (Paris, Les Belles Lettres, 2007, 328 pages).

M. **Roland Drago** a présenté à ses confrères l'ouvrage de Mathieu Touzeil-Divina *Éléments d'histoire de l'enseignement du droit public : la contribution du doyen Foucart (1799-1860)* (Poitiers, LGDJ, 2007, 682 pages).

M. **Pierre Manent**, directeur d'études à l'EHESS, a fait une communication intitulée « *Du Souverain juge au Juge souverain* ». Après avoir retracé l'évolution des sociétés européennes, particulièrement sous l'angle des rapports du juge et du pouvoir politique, il a conclu :

« *La place naturelle des juges, si vous me pardonnez cette expression, est une place d'honneur, mais ce n'est pas néanmoins la première dans un corps politique bien constitué. Ce n'était pas la première dans le royaume de France ; ce ne devrait pas être la première dans la République française. Les juges sont naturellement subordonnés au souverain politique parce que lui seul est responsable pour le tout et devant le tout. Ils ont renoncé aujourd'hui à rendre la justice au nom du peuple français, puisque la loi du pays est désormais subordonnée à des principes supérieurs et à des tribunaux extérieurs. Ils entendent parler au nom de l'humanité, mais c'est une humanité constituée d'individus qui ont des droits, c'est-à-dire une humanité inconstituée, une humanité qui ne s'est pas encore constituée en familles, cités, nations et Eglises. Ils parlent au nom de l'humanité avant qu'elle se soit civilisée, ou, comme dirait Vico, avant qu'il y eût des mariages.*

« *On le sait bien, dans le jeu d'action et de réaction qui rythme la vie politique et morale, le balancier va toujours trop loin. Il y avait des raisons de brider ou de tempérer les souverainetés nationales. Qui a envie de « la France seule » ? Mais, pour terminer par où j'ai commencé, il est difficile de gouverner le jeu de l'intérieur et de l'extérieur, et certainement, nous sommes allés trop loin dans la dernière période en accordant toute la légitimité à l'extérieur. Ou aurions-nous peur de nous-mêmes ? Peur de ce que nous pourrions faire si nous n'étions pas sous tutelle ? J'attendrai un peu, comme disait à peu près Tocqueville, j'attendrai un peu avant de me résigner à cette conclusion ».*

M. Pierre Manent a ensuite répondu aux questions posées par MM. **Jean Baechler**, **Gérald Antoine**, **Jacques Boré**, **Jean-Claude Casanova**, **Jacques de Larosière**, **Alain Besançon**, **Jean Foyer**, **Gilbert Guillaume**, **Emmanuel Le Roy Ladurie** et par M. le Président **François Terré**.



Candidats au fauteuil de Pierre George

À la clôture du délai de dépôt de candidature à l'élection au fauteuil laissé vacant par le décès de **Pierre George** (section Histoire et géographie), vendredi 8 février, deux candidats s'étaient manifestés, par ordre alphabétique :

- M. **Pierre Merlin**, professeur émérite de l'université Paris-I.
- M. **Jean-Robert Pitte**, président de l'université Paris IV-Sorbonne.

Nouveautés sur le site de l'Académie - www.asmp.fr

- M. **Pierre Manent** : « *Du Souverain juge au Juge souverain* », communication présentée devant l'Académie le lundi 11 février 2008.
- M. **Jacques de Larosière** : « *La fin des crises dans les grands pays émergents ?* », intervention au cours du séminaire organisé par le CEPII, le mardi 5 février.
- Débat qui a fait suite à la communication de M. **Alain-Gérard Slama** sur le thème « *Littérature et droit* », devant l'Académie, le lundi 4 février.

Dans la presse et sur les ondes

- **André Damien** : « Thiers et la Commune de Paris : violence contre violence », *Revue administrative n°361*. Ce texte est celui prononcé le 23 juin 2007, lors de la journée d'études sur « L'État et la violence », organisée au Conseil d'État sous la présidence de M. **Renaud Denoix de Saint-Marc**.
- **Jean-Claude Casanova** : « Nicolas Sarkozy face aux institutions », *Le Monde*, jeudi 7 février. « ...la question du droit de visite du président aux parlementaires n'a guère d'importance. Le président dispose de suffisamment de moyens et d'occasions de faire savoir ce qu'il pense à tous les Français, comme aux députés et aux sénateurs, pour négliger cette question qui date des temps antérieurs aux moyens de communication de masse, quand seules comptaient la parole et la présence de l'orateur. Le renforcement du Parlement, en revanche, est une question essentielle. Le pays y gagnerait une maturation plus sérieuse des lois. Que l'on songe à l'épisode du contrat première embauche : une loi votée, promulguée et aussitôt abrogée, épisode unique dans l'histoire politique des grands pays... [En ce qui concerne le contrôle de constitutionnalité des lois] le remède est simple : il suffit de permettre aux citoyens d'invoquer l'inconstitutionnalité de la loi devant un tribunal et de laisser trancher le Conseil constitutionnel. On y viendra un jour ou l'autre pour deux raisons. Des tribunaux, moins timides, diront que telle loi n'est pas conforme à la Constitution et refuseront de l'appliquer. D'autant, et c'est la seconde raison, que ces mêmes tribunaux peuvent refuser d'appliquer une loi parce qu'elle contredit les traités européens ».

Groupes de travail

- Le groupe de travail « *L'enseignement économique au collège et au lycée* », que préside M. **Yvon Gattaz**, se réunit le mardi 12 février à 10h, en salle 3.
- Le groupe de travail « *Réflexion sur la réforme des institutions* » se réunira, à l'initiative de M. le Président **François Terré**, le lundi 3 mars à 10h30 en petite salle des séances.
- Le groupe de travail « *Les autorités administratives indépendantes – L'exemple de la santé* », que préside M. **Roland Drago**, se réunira le lundi 3 mars à 18 heures, au Palais de l'Institut, salle 4.
- Le groupe de travail « *Coopération juridique franco-chinoise* » que préside M. le Président **François Terré** se réunira le mercredi 5 mars à 17h en salon Portemer.
- Le groupe de travail « *Le droit européen des contrats* » que préside M. le Président **François Terré** se réunira le mardi 18 et le mardi 25 mars à 9h au Palais de l'Institut.

En bref

- M. **Jacques de Larosière** a présidé, le mardi 29 janvier, une séance de travail dans le cadre du colloque organisé par la Banque de France, le FMI et la Banque d'Angleterre, et consacré aux « Défis de la politique monétaire face à l'innovation financière et la globalisation ». Le mardi 5 février, il a présidé un séminaire organisé par le CEPII sur le thème « *La fin des crises dans les grands pays émergents ?* ».
- Le vendredi 8 février, à l'invitation de l'Institut Catholique de Paris et dans le cadre d'une série de conférences sur « *La question de la vérité dans les sciences humaines et sociales* », M. **Raymond Boudon** a donné une conférence sur le thème « *La question du relativisme dans les sciences sociales* ».
- Le lundi 11 février, à l'hôtel de la Monnaie de Paris, a eu lieu, en hommage à **Jean Fourastié**, une rencontre sur le thème « *Pouvoir d'achat réel, pouvoir d'achat ressenti* », coorganisée par le Comité Jean Fourastié, par le Conseil pour la diffusion de la culture économique, par le Comité pour l'histoire économique et financière de la France et par l'Institut de la gestion publique et du développement économique.